



Allemagne Autriche Belgique Bulgarie Chypre Danemark Espagne
Estonie Finlande France Grèce Hongrie Irlande Italie Lettonie
Lituanie Luxembourg Malte Pays-Bas Pologne Portugal
République Tchèque Roumanie Royaume-Uni Slovaquie Slovénie Suède

L'EUROPE, ÇA FAIT 50 ANS QU'ON Y TRAVAILLE

L'Europe : notre force d'hier, d'aujourd'hui, de demain

Le 25 mars 1957, le Traité de Rome posait l'acte officiel de naissance de ce qui allait devenir l'Union européenne. Avec pas mal de difficultés et malgré des insuffisances encore à surmonter, elle est devenue une référence dans le monde. Signe d'une réussite dont on ne mesure pas toujours la réalité, mais qui porte l'espoir pour demain.

QUE REPRÉSENTE DONC L'EUROPE DANS LE MONDE ?

La fin du communisme, symbolisée par la chute du mur de Berlin et le poids croissant de pays émergents misant sur un libéralisme sans entraves du commerce international, nécessiteraient une réelle gouvernance de la mondialisation. C'est dans ce monde là que l'Europe tient une place particulière, alliant démocratie, prospérité économique, droits et progrès sociaux.

L'Europe incarne **la paix et la démocratie**. Démocratie parfois récente pour certains Européens tout juste sortis de la dictature. Espace de paix, après des siècles d'affrontements, dans un monde secoué tous les jours par des crises violentes.

L'Europe, c'est aussi **une économie de marché régulée** qui permet sa **prospérité**. C'est un fait, ce sont les économies de marché qui peuvent le mieux concilier progrès économique et social et démocratie. Certes, une économie de marché non contrôlée conduit à des situations d'injustice, de pauvreté et d'exploitation intolérables. En Europe, ce sont les insuffisances de politiques communes qui font de notre région un espace où la concurrence entre états met en cause les valeurs de solidarité de l'Union. Et dans certains pays, comme en France, ce sont des politiques nationales inefficaces qui mettent à mal la cohésion sociale.

Cependant, au fil des ans, les élargissements successifs ont fait progresser l'Europe, réduisant les écarts entre les pays les plus riches et les plus pauvres. Les nombreuses réglementations européennes aboutissent à l'amélioration de la vie des citoyens européens dans

beaucoup de domaines : la santé, l'égalité entre les hommes et les femmes, la lutte contre le réchauffement climatique...

Au cœur des progrès de l'Europe, on doit faire perdurer et évoluer **le modèle social**. L'histoire sociale des pays de l'Union européenne s'est faite par la mise en place de protections sociales solidaires assurant les droits à la santé, la retraite, ainsi que par des réglementations et des conventions qui protègent les droits des salariés. C'est par le dialogue social que se construisent les compromis entre les enjeux sociaux et économiques. Les comités d'entreprise européens sont un des lieux qui permettent de poser ces enjeux en dépassant les intérêts nationaux. Le dialogue social doit continuer à être développé à l'échelle européenne.

Enfin, l'Europe se distingue dans **sa vision de la gouvernance mondiale**, que ce soit à propos du Protocole de Kyoto, du Tribunal pénal international, de l'ONU ou de bien d'autres instances. Pour beaucoup de pays, elle est l'espoir de voir le monde échapper à la domination d'une seule superpuissance.

Aujourd'hui, l'Europe doit poursuivre son intégration pour franchir de nouveaux pas face aux défis posés par une mondialisation qui s'accélère, par la nécessité de s'organiser pour un monde durable quand il est menacé par le réchauffement climatique, l'épuisement des ressources naturelles et la pauvreté absolue pour des millions d'êtres humains.



Allemagne Autriche Belgique Bulgarie Chypre Danemark Espagne
Estonie Finlande France Grèce Hongrie Irlande Italie Lettonie
Lituanie Luxembourg Malte Pays-Bas Pologne Portugal
République Tchèque Roumanie Royaume-Uni Slovaquie Slovénie Suède

L'EUROPE, ÇA FAIT 50 ANS QU'ON Y TRAVAILLE

Les atouts de l'Europe

L'EURO

L'Euro demeure un atout de premier plan dans la mise en place d'un marché intérieur dynamique, pour l'harmonisation des économies européennes et pour les échanges internationaux. C'est aussi un outil contre la spéculation, la monnaie commune protégeant nos économies des crises monétaires internationales. Ce fut en particulier le cas lors de la crise qui a secoué l'Asie à la fin des années 90. Il s'agit là d'une réussite spectaculaire.

Aujourd'hui, si l'Euro et la Banque centrale européenne (BCE) sont souvent mis en cause, c'est pour masquer l'incapacité des gouvernements européens à coordonner

leurs politiques budgétaires et fiscales et pour ne pas assumer la nécessité de limiter les déficits et l'endettement public laissés en héritage aux générations futures. De plus, une monnaie faible ne nous permettrait pas d'asseoir durablement notre compétitivité, ni de mieux combattre l'inflation.

C'est par une politique économique concertée dans l'Eurozone (les 13 états ayant adopté l'euro) que la BCE pourra fournir un cadre dynamique d'intervention. Ce n'est pas en changeant son statut. En effet, la crédibilité de l'Euro nécessite l'indépendance de la BCE.

L'ENGAGEMENT DE L'EUROPE DANS LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le Conseil européen s'est engagé sur des objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'économie d'énergie et de développement d'énergies renouvelables. Le règlement REACH (Registration, Evaluation and Authorization for Chemicals) pour la prévention des risques liés aux substances chimiques toxiques est un outil important pour la protection des travailleurs et des consommateurs. De nombreuses normes et réglementations environnementales sont d'origine européenne.

Par ailleurs, l'Europe possède une avance considérable en technologies liées à l'environnement (énergies renouvelables, traitement des eaux, recyclage des déchets...). Toutes ces technologies seront capitales à moyen terme, il faut continuer à les développer en Europe.

L'EUROPE DANS LE MONDE

LA DIVERSITÉ

C'est aussi une force et une richesse de l'Europe. Lors des élargissements successifs, l'Union s'est enrichie de nouvelles opportunités, contrairement aux craintes souvent exprimées. Ce sont, aujourd'hui, les nouveaux États membres qui tirent la croissance économique en Europe. L'Europe est une mosaïque culturelle extrêmement riche et diversifiée. La multitude des langues et des histoires n'a jamais empêché, à toutes les époques, de nombreux échanges à travers tout le continent, ni la curiosité des Européens envers les cultures du monde. Cette extraordinaire diversité des approches doit nous aider à mieux comprendre le monde. L'avenir même de l'Europe exige que l'on combatte fermement toute tentation de repli sur soi et de xénophobie. L'Europe doit rester ouverte sur le monde.

L'Union européenne fournit plus de la moitié (55%) du total mondial de l'aide publique au développement. C'est un atout pour faire connaître nos valeurs de démocratie, de liberté, de justice, de solidarité et de respect de la diversité. **C'est aussi un atout pour créer une dynamique à l'échelle mondiale.** Par sa politique de voisinage, l'Europe joue déjà un rôle important, en particulier dans le développement économique et les progrès de la démocratie en Afrique.

Il existe un formidable besoin d'Europe. Nombreux sont ceux qui à travers le monde comptent sur elle en tant qu'acteur de paix et d'humanisme.

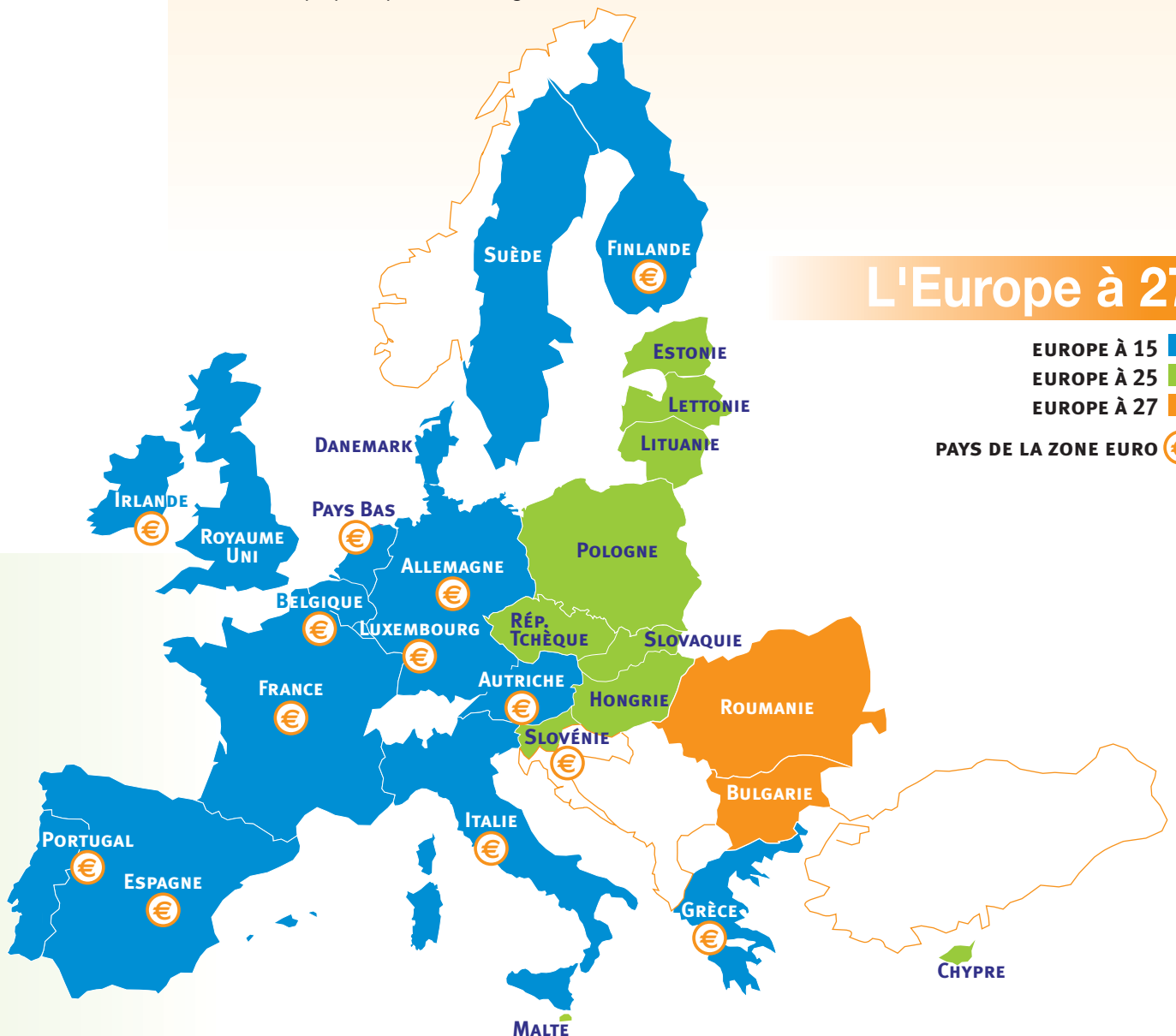
Peser dans la mondialisation



La mondialisation est souvent accusée de tous les maux, et ses effets positifs sur le développement économique de la planète, ignorés. Les grands pays d'Asie et d'Amérique Latine y voient une opportunité pour améliorer leur avenir. Il est intolérable que l'Afrique ne rejoigne pas le train du développement.

Livrée à elle-même, la libéralisation des échanges engendre des exclus de la croissance et des déséquilibres écologiques, en Europe et ailleurs. La mondialisation ne peut se faire sans règles. L'Europe est le meilleur moyen dont nous disposons pour construire des régulations, si on lui donne les moyens d'agir. Le développement d'autres marchés solvables dans le monde peut et doit s'avérer bénéfique pour tous. C'est pour cela que la construction d'une Europe politique est une urgence.

Les faiblesses actuelles de l'Union européenne l'empêchent de peser sur la mondialisation pour la rendre plus proche de ses valeurs. Nous devons développer une critique constructive de l'Union en utilisant les différents leviers dont nous disposons (CES, dialogue social, Comité économique et social européen, Parlement européen...) pour montrer qu'elle constitue davantage une solution qu'un problème. C'est en renforçant ses capacités politiques, en parlant d'une seule voix sur la scène internationale, en s'appuyant sur les réussites de son dialogue social, en développant ses capacités d'innovation, en réussissant sur le terrain économique tout en intégrant la responsabilité sociale et environnementale des acteurs, que l'Union européenne jouera son rôle dans la régulation du capitalisme mondial.





Allemagne Autriche Belgique Bulgarie Chypre Danemark Espagne
Estonie Finlande France Grèce Hongrie Irlande Italie Lettonie
Lituanie Luxembourg Malte Pays-Bas Pologne Portugal
République Tchèque Roumanie Royaume-Uni Slovaquie Slovénie Suède

L'EUROPE, ÇA FAIT 50 ANS QU'ON Y TRAVAILLE

L'Europe a de l'avenir !

Pour la CFDT, l'avenir de l'Europe doit répondre à deux impératifs :

- **une Europe qui a les moyens de prendre des décisions politiques d'une manière efficace pour jouer un rôle dans le monde ;**
- **une Europe qui donne des perspectives à ses citoyens.**

Un nouveau Traité doit voir le jour pour sortir l'Union européenne de la crise institutionnelle dans laquelle l'ont plongée les « non » français et néerlandais. La méthode novatrice de la Convention avait permis, pour la première fois de l'histoire de l'Europe, de faire participer les parlements nationaux et la société civile à l'élaboration d'un accord européen. Les échecs référendaires obligent à revenir à la méthode intergouvernementale traditionnelle. L'essentiel, pour répondre au premier impératif, est de trouver une solution qui préserve les avancées contenues dans le projet de Traité Constitutionnel, et d'avancer vers une Europe plus démocratique.

Quant au deuxième impératif, nous sommes convaincus que c'est par la mise en œuvre de politiques ciblées que l'on progressera. En particulier, par :

- une politique énergétique et environnementale assurant la sécurité des approvisionnements énergétiques tout en préservant les équilibres écologiques, et intégrant les objectifs définis par le Conseil européen en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de recours aux énergies renouvelables ;
- des politiques industrielles permettant de développer l'emploi, grâce à un effort démultiplié en matière d'innovation technologique, de recherche et de développement. L'objectif de 3% du PIB pour la recherche et le développement doit être atteint dans les meilleurs délais ;
- une politique cohérente dans le domaine des migrations et de la coopération internationale pour faire face aux défis de la démographie et de l'immigration.

• L'Europe sociale reste un dossier prioritaire pour le syndicalisme européen. Le dialogue social doit y tenir toute sa place. L'harmonisation progressive de la fiscalité des entreprises et des salaires minimaux ne peut imposer l'uniformisation. Il s'agit de réduire les disparités tout en respectant les histoires et les approches de chaque pays. La protection des droits des salariés en même temps que la liberté de circulation dans l'Union devra être garantie. Le soutien dont ils doivent bénéficier dans les restructurations et les évolutions professionnelles ainsi que leur formation tout au long de la vie sont des éléments essentiels d'une politique active de l'emploi au service de tous.

• Le budget européen, autour de 1% du PIB, est très insuffisant. La cohésion territoriale, qui avait toujours été une politique importante de l'Union, ne permet plus aujourd'hui de répondre convenablement aux besoins des États qui ont adhéré en 2004 et 2007. L'Europe ne pourra pas lutter efficacement contre différentes formes de dumping sans la solidarité nécessaire avec ces pays.

• La coordination des politiques économiques des différents États est indispensable si l'on veut que l'Europe agisse sur les évolutions économiques mondiales.

La CFDT soutiendra les initiatives qui allieront réforme des institutions et politiques ambitieuses. Cette articulation nous permettra de bâtir ensemble notre avenir commun. Unis dans notre diversité.

Rédaction : Service International et Europe / Service Communication
Contact : Service International et Europe / Email : international@cfdt.fr
Conception, réalisation : Service Communication / Murielle Guillard

